



1936, FRONT POPULAIRE

QUELS ENSEIGNEMENTS POUR AUJOURD'HUI ?



Sommaire

FACE AU DANGER FASCISTE,
PRENONS LES CHOSES EN MAIN
! 4

UNION POPULAIRE ET FRONT
POPULAIRE : MYTHE ET CRI-
TIQUE DU RÉFORMISME 6

FRONT POPULAIRE ET ANTI-
FASCISME DE MASSE : QUAND
VAINCRE LE FASCISME DEVINT
POSSIBLE 11

FRONT POPULAIRE : LA RÉVO-
LUTION EST-ELLE POSSIBLE ? 20

QUI SOMMES-NOUS ? 29

Face au danger fasciste, prenons les choses en main

!

C'EST TOUT. ET C'EST ÉNORME.

Dix millions de voix pour les listes d'extrême droite, le RN en tête dans 93% des communes : il y a urgence à riposter. Le fascisme au pouvoir signifierait la fin de toute possibilité de s'organiser, et c'est bien le projet politique que le RN compte entreprendre depuis sa création. La réponse de Macron ? Dissoudre l'assemblée nationale. Ne perdons pas trop de temps à vouloir en comprendre les raisons, qui sont dans tous les cas contraires à nos intérêts et ne changent en rien ce que nous devons faire.

Depuis quelques jours, c'est comme un sentiment de déjà vécu. En 2022, on nous pressait d'aller voter, et les abstentionnistes devenaient quasiment responsables du risque que Le Pen arrive au pouvoir. Depuis, Macron a ouvert un boulevard aux fachos et le résultat de dimanche nous rappelle tout ce qui n'a pas été construit par les organisations qui avaient applé

à faire barrage. Mais la pression pour voter est de nouveau là, même si elle n'offrira pas de meilleurs résultats en 2024. Plus important que cette question d'aller voter ou non, la question centrale est de faire baisser le vote pour l'extrême droite. Les mobilisations massives en Allemagne contre l'AfD, qui ont permis de faire reculer son score électoral de façon significative, montrent que c'est possible. Nous sommes pour l'instant plus nombreux/ses à refuser le développement du fascisme qu'à le soutenir. Les manifestations en cours offrent des possibilités de construire le front antifasciste large et populaire dont nous avons besoin. Alors, trouvons ensemble les moyens de nous organiser pour empêcher les fachos de faire leur campagne, sans attendre un appel unitaire qui n'arrivera peut-être pas. Construisons partout des zones antifascistes dans nos lieux de vie, d'étude ou de travail. Prévoyons d'être massivement

sur les marchés les semaines à venir pour les empêcher d'y venir, recollons leurs affiches, manifestons contre leur meeting, faisons campagne contre leur campagne.

Contestons un à un tous les arguments qui justifient de ne pas agir !

Contestons le discours dominant dans les organisations de gauche, selon lequel les gens votent RN parce qu'ils seraient un peu perdus, un peu fâchés, sans être fachos. Qu'il s'agirait donc de leur expliquer que ce parti n'a pas de programme social, et de leur en proposer un pour les regagner. Toutes les enquêtes, tous les sondages, toutes les activités militantes, démontrent pourtant une autre réalité : le vote RN est le choix de celles et ceux qui mettent le racisme et le nationalisme au centre des réponses politiques. C'est donc plutôt la faiblesse des combats sur ce terrain qui rend le vote RN aussi stable, d'élections en élections. Plaçons l'antiracisme au coeur de la lutte antifasciste.

Alors que le «Nouveau front populaire» se fait en mettant sous le tapis les combats qui permettraient justement de contrer les fascistes - contre le racisme, l'islamophobie, l'impérialisme, le soutien à Israël - contestons

enfin l'idée que ces accords électoraux puissent être LA réponse et regardons là où des réponses existent déjà. La différence avec 2022 se trouve dans les mobilisations des mois passés qui ont constitué - par leur contenu politique - la meilleure réponse à l'hégémonie que le RN s'est employé à conquérir au niveau médiatique et politique en récoltant les fruits des attaques gouvernementales. Des mobilisations sans concession contre l'école du tri social, racial ou validiste à celles contre le génocide à Gaza, de la grève féministe à la riposte aux projets de lois transphobes, de la lutte des collectifs de sans-papiers contre la loi Darmanin à celle des Kanaks, l'alternative au danger fasciste réside dans l'organisation et la détermination de notre classe à affirmer son rejet d'une société qui mène à la barbarie. La colère qui s'exprime actuellement dans les manifestations peut nous permettre d'arriver à développer, à ancrer, à faire gagner ces luttes, à la condition d'y faire progresser l'idée que le pouvoir est là, dans nos collectifs, nos manifestations, nos grèves. Un pouvoir potentiellement révolutionnaire.

**Vanina Giudicelli, Paris 20e,
12/06/2024**

Union populaire et Front populaire : Mythe et critique du réformisme

L'UNION POPULAIRE, PUIS LA NUPES, ONT CRÉÉ UNE ESPÉRANCE MOBILISATRICE EN REDONNANT CRÉDIT ET FORME À UNE IDÉE QUI, EN RÉALITÉ, N'A JAMAIS CESSÉ D'ÊTRE DOMINANTE, SOUS DIFFÉRENTES FORMES, AU SEIN DE LA GAUCHE ET DU MOUVEMENT : LE RÉFORMISME. LES RÉFÉRENCES AU FRONT POPULAIRE ONT ÉTÉ MULTIPLES DURANT LA CAMPAGNE.

Le récit « Front populaire » de la gauche colle particulièrement bien : l'unité de la gauche, partis et syndicats, construite sur la base d'une riposte au fascisme aboutit à la victoire électorale du 3 mai 1936. Le gouvernement qui se forme va accoucher en un temps record d'avancées sociales historiques : semaine des 40 heures, congés payés, conventions collectives. Sans parler des augmentations de salaires et de l'interdiction des ligues d'extrême droite.

D'autant plus qu'il existe une version un peu plus « gauche » : si le gouvernement a pu agir aussi vite et aussi radicalement c'est parce qu'il s'est appuyé sur un des mouvements sociaux les plus importants de l'histoire, celui des grèves et occupations d'usine de juin 1936.

Ajoutons que la version la plus radicale de ce récit – qui légitime aujourd'hui le ralliement de courants de la gauche radicale à l'Union populaire – fait de la dynamique électorale victorieuse le ferment du mouvement et de sa radicalisation.

UNE DYNAMIQUE ÉLECTORALE ?

Aux législatives de 1936 il y a en réalité eu peu de dynamique électorale. Au total l'accroissement des voix par rapport aux élections précédentes est très faible. Ce sont les accords de désistement au second tour qui permettent à la coalition Front populaire d'obtenir la majorité parlementaire.

Signe de la polarisation glo-

bale, des trois formations qui composent le regroupement, le parti radical (parti non ouvrier, sorte d'équivalent du Modem) s'écroule, le parti socialiste se maintient et c'est le parti communiste (considéré comme l'aile gauche) qui progresse.

Par contre la victoire et la perspective d'un gouvernement plus à gauche que ce qui était prévu suscitent tout de suite l'enthousiasme populaire. Des manifestations éclatent dans de nombreuses villes dès le résultat des élections. Le 24 mai une vague humaine de 600 000 manifestant·es défile au Père-Lachaise à Paris à l'occasion de l'anniversaire de la Commune et ovationne les dirigeants de gauche unis à la tribune dont Léon Blum qui va former le gouvernement.

Et c'est dans ce contexte que va se déclencher un des mouvements de grèves les plus importants de l'histoire.

LES ÉLECTIONS, FERMENT DES LUTTES ?

Le processus démarre quelques jours après la victoire électorale les 10 et 11 mai par deux grèves (à Toulouse et au

Havre) exigeant la réintégration d'ouvriers licenciés pour avoir chômé le 1er mai (qui n'était pas encore un jour férié). Le 14 mai une grève éclate aux usines Bloch de Courbevoie avec cette fois des revendications sur les salaires et le temps de travail. Tout est déjà là, les grèves se font par occupation et elles sont très courtes car rapidement victorieuses.

Et cela est contagieux. Jusqu'au cours du mois de juillet le mouvement va s'étendre en termes géographiques comme en termes de secteurs touchés. Des grèves et occupations se déclenchent sans avoir parfois encore formulé de revendications. Il y aura plusieurs millions de grévistes : 1 million au moment où Blum prend ses fonctions le 4 juin, 2 millions le 11 juin, trois jours après les accords de Matignon. Au milieu de l'été les grèves auront concerné plus de 12 000 entreprises dont près de 9 000 ont été occupées.

Il est indéniable que la victoire électorale joue un rôle dans le développement du mouvement. Encore faut-il préciser. Après une quinzaine d'années de reculs sociaux et politiques les conditions du conflit étaient là n'attendant qu'un élément déclencheur. Ce que donne, à ce moment-là, la victoire électorale,

c'est la confiance nourrie par le sentiment que le gouvernement, pour cette fois, «est de notre côté».

Le relai sera pris par le cycle des victoires obtenues très rapidement, les patrons cédant très vite en espérant éviter une radicalisation du mouvement. Joue aussi, grâce aux occupations, le sentiment d'une dignité retrouvée. En bref, plus que la victoire électorale, c'est la dynamique du mouvement lui-même qui en est le moteur.

RÔLE DES ORGANISATIONS

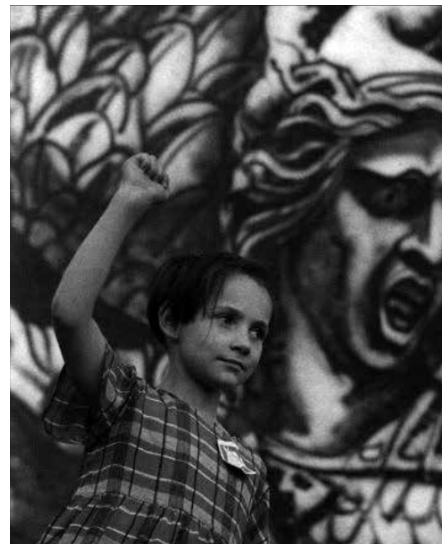
Les grèves sont spontanées, ce qui n'exclut pas ici et là l'initiative de militant-es syndicaux et politiques. Antoine Prost écrit : « Il est clair qu'aucune force politique ou syndicale nationale n'a voulu ces grèves ». Sur l'ensemble du mouvement de juin 1936, les taux de syndicalisation sont très faibles dans les secteurs à fortes grèves comme la métallurgie (4 %) ou le textile (5 %). Inversement ces taux de syndicalisation sont de 22 % dans les chemins de fer, 44 % à la poste, 35 % dans l'enseignement... où il n'y a pas de grèves. Il n'y aura aucun appel syndical à la grève

générale ou même à des grèves interprofessionnelles. Le secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux, admettra le 15 juin : « le mouvement s'est déclenché sans qu'on sût exactement comment et où ».

Mais les organisations ne vont pas rester passives face à la dynamique d'élargissement et les dangers de radicalisation. Leurs directions vont très rapidement se mobiliser... pour l'arrêter.

La classe dirigeante et le patronat sont aux abois. Ce sont leurs représentants qui seront à l'origine des négociations qui aboutissent aux accords de Matignon. L'urgence pour eux c'est de faire stopper les occupations. L'accord de Matignon du 7 juin aboutit à des augmentations de salaires de 7 à 15 %, la reconnaissance des syndicats et l'ouverture de négociations sur les conventions collectives. La semaine des 40 heures et les congés payés feront l'objet de lois votées en urgence les 11 et 12 juin par le Parlement et le Sénat.

Mais plutôt que de faire refluer le mouvement c'est l'inverse qui se produit. C'est dans les jours qui suivent l'accord que le mouvement prend sa plus grande extension notamment en dehors de la région parisienne et malgré les consignes syndicales.



Fête du Front Populaire, Montrouge, Juin 1936

Là où Blum et Jouhaux échouent à stopper le mouvement il va revenir au Parti communiste et à Maurice Thorez de mettre tout leur poids dans la balance. Le 11 juin Thorez prononce un discours qui restera célèbre : « il faut savoir terminer une grève (...) il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées ».

APRÈS LE REFLUX LA CONTRE-OFFENSIVE PATRONALE

Il faudra encore quelques semaines... et l'arrivée d'août et

des congés payés pour faire réellement refluer le mouvement. Des grèves recommenceront à l'automne mais la dynamique n'est plus la même. Entre temps le patronat s'est ressaisi, a modifié son organisation pour se coordonner et l'inflation grignote rapidement les augmentations de salaires.

Laisse à sa dynamique propre, le gouvernement du Front populaire se met à reculer sur tous les fronts. Fin septembre c'est la dévaluation qui va exacerber la hausse des prix. En janvier Léon Blum annonce « la pause » dans les réformes. « C'est plus qu'une pause, c'est une conversion » écrit le Temps, journal patronal. Le gouvernement Blum va tomber en juin 1937 sur un simple vote du Sénat. Les gouvernements qui se succèdent, de crise en crise, vont de plus en plus vers la droite.

En 1940 c'est l'assemblée du Front populaire dont ont été exclus les communistes, le Parti communiste ayant été interdit, qui vote les pleins pouvoirs à Pétain.

L'INSUFFISANCE DE LA THÈSE DE LA TRAHISON

La thèse de la trahison du mouvement par les dirigeants est, au mieux, insuffisante. Elle reste dans le cadre réformiste : il suffirait de trouver de bons dirigeants. Elle laisse de côté la critique de la base même du réformisme, l'idée que les antagonismes sociaux peuvent être conciliés en prenant les leviers de commande d'une institution qui serait neutre, l'État.

Sa conséquence stratégique est de limiter le passage de l'antagonisme social et politique en affrontement de classe. Les directions réformistes auront beau jeu ensuite, comme elles l'ont fait en juin 1936 et après, de se justifier en disant que la classe ouvrière et la majorité de la société n'étaient pas révolutionnaires.

Pour Marx le processus révolutionnaire et l'affrontement de classe, au patronat et à l'État, ne sont pas uniquement nécessaires pour transformer la structure de la société. Ce processus est aussi nécessaire pour transformer la classe ouvrière elle-même : « l'émancipation des travailleur·euses sera l'œuvre des travailleur·euses eux et elles-mêmes ».

Il n'en reste pas moins que, aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'effet du mouvement de juin 1936 sera une croissance

extraordinaire des organisations, syndicats et partis, principalement la CGT et le Parti communiste, qui va continuer encore pendant des mois. L'échec du réformisme ne se traduira pas par des conclusions révolutionnaires mais par la démoralisation et la passivité. Cela est-il inévitable ? Comment le conjurer ? Un prochain article essaiera, sur la base de cette période, de tracer des pistes.

Denis Godard, Paris 20e, Cahiers d'A2C #4, septembre 2022.

Front populaire et antifascisme de masse : quand vaincre le fascisme devint possible

IL Y EUT, EN FRANCE, AU MILIEU DES ANNÉES 1930, PENDANT QUELQUES MOIS AU MOINS, UN MOUVEMENT DE MASSE CONTRE LE FASCISME QUI AURAIT PU CHANGER LE COURS DE L'HISTOIRE. QUELLE ÉTAIT LA NATURE DE CE MOUVEMENT, D'OÙ EST-IL VENU ? QUE PEUT-IL NOUS APPRENDRE SUR LA LUTTE CONTRE LE FASCISME ? POURQUOI A-T-IL FINALEMENT ÉCHOUÉ ?

« Les fascistes ne passeront pas ! » proclame Léon Blum sous la pression de la foule. Nous sommes à Paris au croisement du Cours de Vincennes et de la place de la Nation, le 12 février 1934. Des centaines de milliers de manifestant·es ont pris la rue en riposte contre le fascisme.

Ce jour-là, tandis que la grève générale paralyse le pays, des manifestations ont lieu dans 346 localités du pays.

La vague est impressionnante. D'après les rapports des préfets qui minimisent les chiffres, 19 manifestations ont dépassé les 5 000 manifestant·es. Il y a 100 000 manifestant·es à Marseille. Plus de 10 % de la popu-

lation locale manifeste à Bordeaux, Toulouse, Limoges, Brest, Cherbourg, Calais ou Mulhouse. Plus du tiers à Grenoble, Périgueux ou Montluçon ! À Tulle pour 15 000 habitant·es il y a 5 000 manifestant·es.

La grève implique 5 millions de travailleurs et travailleuses dont 1 million pour la région parisienne dépassant largement les effectifs des deux syndicats (750 000 membres).

Dans les semaines qui suivent des centaines de comités antifascistes se mettent en place. Daniel Guérin parle de 3 000 comités dans tout le pays organisant meetings et contre-manifestations lors des tentatives d'apparitions

des ligues fascistes¹.

En Ardèche il y a au moins dix comités qui tiennent des réunions souvent massives dans 16 communes du département, 660 à La Voulte sur 4 326 habitant·es, 800 à Privas sur 7 230 habitant·es, etc. Dans le Loiret il y a 41 comités !

Au printemps 1934 les contre-manifestations sont systématiques pour s'opposer aux meetings des Ligues. À Grenoble 3 000 manifestant·es se rassemblent à l'extérieur d'une salle organisant un meeting fasciste avant de dresser des barricades².

Dans la plupart des cas ces comités sont unitaires regroupant notamment CGT et CGTU, communistes et socialistes et des organisations comme la LDH ou la Libre Pensée.

Dans les grandes villes il existe parfois des comités concurrents, liés au différents courants politiques, mais qui bientôt vont fusionner.

On parle donc d'un mouvement antifasciste de masse, populaire et de classe.

1 Daniel Guérin, Front Populaire Révolution manquée, 1963.

2 Gilles Vergnon, L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen, 2009.

L'ANTIFASCISME COMME RIPOSTE FACE À UN DANGER

Ce qui naît en février 1934 n'est pas la cristallisation, à une échelle de masse, d'un mouvement construit progressivement. Avant février 1934 il n'existe pratiquement pas de mobilisation contre le fascisme. Le fascisme est essentiellement considéré, dans les discours des partis de gauche, comme un phénomène étranger, italien et depuis peu allemand.

Ce n'est pourtant pas faute d'ennemis concrets. Les organisations d'extrême droite, plus ou moins ouvertement fascistes, essaient avec des effectifs significatifs. Les ligues, Action française, Solidarité française, Croix-de-Feu, Jeunesses patriotes, Francisme, Chemise vertes ont chacune des dizaines de milliers de membres et comportent systématiquement des formations paramilitaires (Camelots du Roi, Dispos, Centuries...). Les Jeunesses patriotes ont 100 000 membres en février 1934. La police considère que Solidarité française a 180 000 membres (sans doute surévalué). L'AF a au moins 60 000 membres et les Croix-de-Feu 35 000. Elles

sont fanatiquement nationalistes, antiparlementaires, violemment anticommunistes et généralement antisémites³.

Il faut y ajouter deux organisations de masse, qui entretiennent des liens organiques avec les Ligues, l'Union nationale des combattants (UNC) qui a 900 000 membres et la Fédération des contribuables qui en a 700 000.

Deux événements vont être à l'origine du mouvement antifasciste.

Il y a d'abord l'effet de l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne, un an auparavant et, rapidement, l'interdiction, sans résistance, des partis de gauche puis des syndicats. Des rapports de police signalent, pour l'année 1933, l'affluence inhabituelle, dans les milieux ouvriers, des réunions publiques sur la situation en Allemagne et l'inquiétude qui s'y exprime chez les participant·es sur un danger similaire en France.

Plus directement, il y a l'agitation des Ligues provoquée par un – nouveau – scandale de corruption (l'affaire Stavinsky) durant tout le mois de janvier 1934. Elle

3 Brian Jenkins et Chris Millington, Le fascisme français, 2020, et Pierre Milza, Fascisme français passé et présent, 1987.

aboutit le 6 février à une manifestation, appelée par les Ligues mais aussi l'UNC et la Fédération des contribuables place de la Concorde à Paris, vers le Parlement. Cette manifestation qui tourne à l'émeute fait 18 morts.

En lien avec l'Allemagne, cette manifestation apparaît alors comme une tentative de prendre le pouvoir. Il n'est plus possible de dire que le danger fasciste est ailleurs. Le mouvement qui naît est une riposte. À Lyon, alors que l'extrême droite manifeste tous les soirs place Bellecour, une contre-manifestation les en chasse dès le 7 février.

UN MOUVEMENT DÉFENSIF

L'impulsion de la riposte vient des organisations militantes et surtout des syndicats. Il y a corrélation très forte entre la taille des manifestations et l'implantation syndicale⁴.

On ne parle pas là d'organisations en plein boom nourries par un mouvement de luttes, bien au contraire.

Le mouvement social est au plus bas. Le début des années

4 Antoine Prost, Autour du Front populaire, 2006.

1930 est marqué par le très faible nombre de grèves. Lorsqu'il y en a elles sont longues et généralement défaites.

Les organisations syndicales sont très affaiblies. Depuis les lourdes défaites de 1920 puis la scission entre la CGT et la CGTU en 1921 les effectifs n'ont cessé de chuter.

La gauche est profondément divisée. Le Parti socialiste exclue toute alliance avec le Parti communiste et celui-ci ne cesse d'attaquer le PS comme social-fasciste.

Ce n'est donc pas un mouvement social fort qui donne naissance à un mouvement antifasciste de masse. Et ce n'est pas le développement de grèves revendicatives sur les questions économiques qui crée le terrain pour des grèves politiques.

C'est au contraire la dynamique créée par le mouvement antifasciste qui va donner naissance à un retour de combativité sur le terrain social et politique qui mènera notamment au développement des organisations syndicales, à la victoire électorale du Front populaire en mai 1936 et à la vague de grèves et d'occupations de juin 1936.

L'antifascisme de masse qui naît en février 1934 est un mou-

vement défensif. Il n'est pas une lutte pour obtenir des acquis, sans parler d'une lutte pour changer le système. Il est une mobilisation pour faire barrage à un danger.

Ce qui est évoqué c'est la défense des libertés et de la République cependant souvent caractérisée comme « sociale » pour la différencier du régime en vigueur.

Cette nature défensive du mouvement explique qu'un mouvement de masse a pu émerger malgré un contexte préalable prolongé de faibles mobilisations.

L'UNITÉ IMPOSÉE AUX DIRECTIONS

La caractéristique principale de ce mouvement, celle qui permet de le cristalliser comme mouvement de masse et qui développe une dynamique qui se prolongera sur les terrains social et politique, c'est l'unité. Non pas sur des contenus revendicatifs mais sur l'action.

Dès le 6 février, au soir des fédérations syndicales (Fédération de la Poste) et le courant de gauche du Parti socialiste appellent à la riposte. Le 7 février à



Fresque rue du Clos, Paris 20e

13 heures la direction de la CGT, effrayée sans doute par une évolution « à l'allemande » où son organisation serait détruite, appelle toutes ses structures locales à organiser des manifestations. En fin d'après-midi, alors que le gouvernement démissionne pour laisser place à un gouvernement d'union nationale très marqué à droite, elle décide finalement d'un mot d'ordre de grève générale pour le 12 février.

Mais, dans les régions, les réseaux syndicaux n'ont pas attendu. Dès le 8 février des manifestations improvisées éclatent dans au moins 30 villes dont Nantes, Toulouse, Brest, Rennes, Lorient, Lille, Bordeaux... À Saint-Nazaire

un cortège s'organise à la sortie du travail pour aller manifester sous les fenêtres du directeur des chantiers qui est le chef des Camelots du roi, la milice de l'Action française.

Le 9 février le Parti communiste appelle à une manifestation à Paris où les affrontements avec la police feront au moins 4 morts. Le 11 février il y a 63 manifestations en régions.

Au niveau des directions il n'y a aucune unité. Une réunion « unitaire » a lieu à la CGT le 7 février au soir pour organiser la mobilisation du 12 février. Ni la CGTU ni le Parti communiste n'y sont conviés. Le PC organise seul

sa manifestation du 9 février. La CGTU et le Parti communiste ne décident de participer à la grève et aux manifestations du 12 février que... le 10 février. L'appel n'est publié que le 11 au soir par l'Humanité.

Et pourtant, dès le 8 février des initiatives unitaires sont prises localement. À Saint-Nazaire prennent successivement la parole les responsables de la CGT, de la CGTU, du Parti socialiste et du Parti communiste. Il en va de même à Périgueux, Valence, Nevers et ailleurs. La dynamique s'accroît encore pour les manifestations du 11 février.

Alors que le ralliement de la CGTU et du PC à la journée du 12 arrive au mieux trop tard, il y a au moins 161 manifestations organisées de manière unitaire le 12 février. C'est d'ailleurs là où le cadre unitaire s'est mis en place que la corrélation entre taille des manifestations et implantation syndicale est la plus forte⁵. À Paris les cortèges, communistes et socialistes, arrivant selon des trajets différents fusionnent finalement sous la pression des manifestant·es aux cris de « Unité d'action ».

En contradiction avec les expériences menées localement

dans les comités, les directions mettront encore plusieurs mois à rompre avec leur politique sectaire.

QUELQUES RÉFLEXIONS POUR AUJOURD'HUI

Sur la nature défensive de l'antifascisme

C'est cette nature défensive et limitée de l'antifascisme qui permit en 1934 de construire un mouvement de masse impliquant différents courants divisés par ailleurs sur de nombreuses questions et d'impliquer bien au-delà de leurs rangs. Et l'unité crée la confiance qui dynamise. Elle est déjà en soi un problème pour le fascisme qui prétend parler pour « le peuple ».

Encore faut-il faire la différence entre le contenu politique, défensif, de cette lutte et la nature des moyens de la lutte. Une lutte défensive peut-être menée en utilisant tout un répertoire d'actions dont certaines seront considérées comme radicales. La grève en est une. Mais dès le 12 février et dans les mois qui suivent manifestations et contre-manifestations qui visent à interdire la rue aux fascistes

se traduiront par de nombreux affrontements. Dès le 12 février, si la manifestation parisienne, massive, se déroule sans incident, il y a des affrontements avec la police dans plusieurs villes. En banlieue parisienne les différentes manifestations se traduiront par 4 morts. À Mulhouse la manifestation tourne à l'émeute quand les manifestant·es menacent de prendre la prison d'assaut jusqu'à obtenir la libération de camarades arrêtés la veille.

Par ailleurs la confiance prise dans l'expérience de la force collective et les expériences et débats générés par le mouvement créent une dynamique qui transforme la nature elle-même de la lutte. C'est ainsi que d'une riposte antifasciste le mouvement, avec la pression pour l'unité syndicale, va nourrir le retour, offensif, de la conflictualité sociale et développer le processus qui mènera au Front populaire.

Fascisme et capital

Le mouvement antifasciste n'a pas détruit les Ligues. Les périodes de crise profonde du capitalisme sont aussi des périodes de polarisation politique. Alors que le mouvement ouvrier retrouve des forces et de la combativité sous l'impulsion de la riposte antifasciste, certaines

des Ligues vont connaître aussi une forte progression à la suite du 12 février. Celle qui progressa le plus, et de manière spectaculaire, fut les Croix-de-feu. En deux ans cette organisation passa de 35 000 membres à 500 000 membres (en partie au détriment des autres Ligues).

Mais cette croissance impressionnante fut limitée aux classes moyennes et à la petite bourgeoisie radicalisées par la crise.

La pénétration – même limitée – de sections de la classe ouvrière et surtout sa passivité générale, nécessaires pour créer un parti fasciste de masse, lui furent bouchées à la fois par l'action du mouvement antifasciste et par la radicalisation vers la gauche ainsi créée.

Pour la majorité de la classe ouvrière, l'espoir revint avec la combativité sociale retrouvée et avec la perspective du Front populaire. La CGT réunifiée allait elle bientôt regrouper 4 millions de membres !

Le soutien du capital, l'autre facteur nécessaire à un parti fasciste pour prendre le pouvoir et instaurer le fascisme (pas seulement mener une politique « de droite ») fut ainsi mécaniquement bouché. Le coup de force

5 Ibid

fasciste du 6 février avait créé, pour le capital, la pire des situations. La classe ouvrière s'était réveillée et retrouvait à la fois des forces et de la combativité sociale. Temporairement toute tentative de recours au fascisme ne permettait pas de discipliner l'ensemble de la société et en particulier la classe ouvrière mais ouvrait à celle-ci des potentialités révolutionnaires.

L'échec de l'antifascisme est celui du Front populaire

Dès l'automne 1934 les comités antifascistes se vident.

Depuis juillet 1934 le sectarisme des directions du PS et du PC a laissé la place à un processus d'unité qui va bientôt se prolonger en un processus d'unification syndicale. Peu à peu le contenu aussi va évoluer, de l'antifascisme à la nécessité d'une transformation politique.

Cet appel à l'unité rejoint les aspirations de nombreux militant·es des différentes organisations tout comme l'évolution vers des perspectives plus globales et offensives : pour lutter contre le fascisme il faut empêcher les fascistes de se développer mais il faut aussi transformer le terrain sur lequel ils prospèrent.

Le problème n'est pas la dynamique générale de cette évolu-

tion. Elle est le contenu politique qui y est développé qui s'accompagne de l'abandon de toute lutte antifasciste spécifique.

L'initiative vient du PC mais surtout de l'Internationale communiste dirigée par Moscou. Face à la menace représentée par Hitler pour l'URSS, Staline a décidé qu'il devait trouver des alliés parmi les gouvernements européens. L'heure n'est plus pour les partis communistes « frères » à la lutte contre le militarisme, à l'appel à la révolution. Elle est à l'appel à la défense de la Nation, à la défense des régimes en place... et à leur alliance avec l'URSS contre le fascisme.

En juillet un pacte d'unité d'action contre le fascisme est signé entre le PC et le PS. En octobre un nouveau cap est franchi quand le PC appelle à la constitution d'un « Front populaire du travail, de la liberté et de la paix » qui s'adresse non seulement au PS mais aussi au parti pro-capitaliste du centre, le parti radical.

Les comités antifascistes vont devenir des comités pour le Front populaire même s'il faudra des mois encore pour que l'accord se concrétise.

L'horizon de la lutte antifasciste se borne alors à la perspective électorale d'un bon gouver-

nement et à la promesse d'une dissolution des Ligues par l'État. Rien qui exige, sinon dans les urnes, l'implication active des masses.

Alors que, faiblesse déjà importante, la lutte contre le racisme n'avait jamais été développée, le tournant du PC s'accompagne d'une campagne nationaliste par la gauche. C'est alors que Le PC reprend le drapeau tricolore et la Marseillaise.

La dynamique qui avait bouché l'horizon des Ligues s'inverse progressivement à partir de la fin du mouvement de grèves et d'occupations de l'été 1936. Après la dissolution des Ligues par le gouvernement du Front populaire en juin 1936 les Croix-de-Feu se transforment en Parti social français (PSF). En 1937 le PSF regroupe 1 million de membres alors que n'existe plus de mouvement spécifiquement antifasciste capable de continuer la lutte sur des bases défensives.

La déception engendrée par l'expérience du Front populaire va se traduire par de plus en plus de passivité dans la classe ouvrière. Pour la première fois les fascistes vont trouver une audience parmi des travailleur·euses. En 1937, dans la municipalité communiste de Montreuil, le PSF compte plus de

1 600 membres soit près d'un habitant·e sur 40⁶.

En 1940 c'est l'assemblée du Front populaire dont ont été exclus les communistes, leur parti dissous en utilisant les mêmes textes que ceux utilisés pour dissoudre les Ligues, qui vote les pleins pouvoirs à Pétain. La guerre et l'occupation interrompent le processus de développement d'un fascisme français endogène... au bénéfice d'un fascisme importé.

Au sein d'une population majoritairement passive ou prête à collaborer.

Denis Godard, Paris 20e, Cahiers d'A2C #5, novembre 2022

6 Xavier Vigna, Histoire des ouvriers en France au XXe siècle, 2012.

Front populaire : La révolution est-elle possible ?

Daniel Guérin parle ainsi des obsèques du maréchal Joffre le 7 janvier 1931 où se pressent un million de personnes : « Les masses ? Mais elles se pressent le long du cortège (...) Des hommes et des femmes ont passé la nuit dans la rue, debout, malgré le froid, pour voir de plus près passer la dépouille d'un 'héros', des ouvriers ont renoncé à des heures de paie pour être présents à la grande hystérie collective... »¹

C'est la même société, composée fondamentalement des mêmes hommes et des mêmes femmes, où se produit, trois ans plus tard, la riposte de masse contre le fascisme du 12 février 1934 et cinq ans plus tard la vague massive de grèves et d'occupations de juin 1936. Où tout semble possible. Mais c'est aussi la même société, la même classe ouvrière, qui se donne à la guerre et à Pétain quelques années plus tard.

Alors la révolution est certes

¹ Daniel Guérin, Front populaire, révolution manquée, Agone, 2013.

nécessaire. Mais est-elle – vraiment – possible ?

Marceau Pivert, dirigeant de la Gauche révolutionnaire, courant du Parti socialiste, écrivait le 26 mai 1936, au tout début de la vague de grèves, que « tout est possible ».

Mais revenant sur cette période en 1953, il attribuait finalement l'échec à un niveau insuffisant de la conscience de classe.

À l'opposé l'explication dominante de l'échec, au sein de la gauche radicale, oscille entre dénonciation de la trahison des directions, celles des syndicats et celles des partis socialiste et communiste et absence d'un « vrai » parti révolutionnaire.

Toutes ces « explications » ont indéniablement une part de vérité. Mais à quoi aboutissent-elles ? Si de tels niveaux de lutte et de détermination n'ont pas abouti à une conscience de classe « suffisante » pour faire la révolution, comment cela pourrait-il un jour être le cas ?

Si l'échec vient du fait que les dirigeants réformistes tra-

hissent, est-ce que ce ne sera pas toujours le cas ?

Quant à l'absence d'un « véritable » parti révolutionnaire au moment de l'explosion, est-il possible de le construire au sein d'une classe qui ne l'est pas avant l'explosion et comment juger qu'il s'agit du « véritable » parti avant les tests décisifs ?

LES CONDITIONS D'UNE RÉVOLUTION

Cela semble paradoxal mais l'agent premier de la possibilité révolutionnaire c'est le capitalisme lui-même !

Une période révolutionnaire naît des contradictions internes du système. Au début des années 1930 la crise économique – celle de 1929 – qui frappe la France, avec un peu de retard, développe toutes ces contradictions. Contradictions de classe avec le développement des inégalités et renforcement de l'exploitation de toute la classe ouvrière mais la crise frappe aussi particulièrement la petite bourgeoisie. Contradictions aussi au sein des classes dirigeantes entre différentes branches de la production et avec les bourgeoisies des autres puissances impérialistes.

Et c'est sur cette base que se développent les crises politiques, l'instabilité gouvernementale, la perte de légitimité des partis dominants, le développement des ligues d'extrême droite.

Lorsque le capitalisme parvient à ce point de crise il n'y a pas à terme de solution médiane. Ce n'est pas la menace de révolution qui mène le capitalisme à la guerre et au fascisme. C'est la trajectoire du capital. Qu'aucun dirigeant de gauche n'est en mesure d'infléchir vers un capitalisme « pacifié ».

Au début de l'année 1934, ce qui semble menacer en France ce n'est pas la révolution.

Les syndicats sont au plus bas, les grèves rares et généralement défaites. Ce qui menace, comme ailleurs en Europe, c'est la guerre et le fascisme.

Ce qui va ouvrir, concrètement, une crise révolutionnaire c'est l'entrée dans l'arène de toutes les couches sociales et de manière déterminante celle de la classe ouvrière.

UN PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE

En juin 1936 plus de 2 mil-

lions de travailleur·ses, hommes et femmes, français·es et immigré·es, se mettent en grève, dans des secteurs déterminants de l'activité économique. En quelques semaines la grève va toucher 12 000 entreprises dont 9 000 sont occupées! Démontrant, potentiellement, que rien ne peut fonctionner, y compris l'économie de guerre ou l'appareil d'État, si la classe ouvrière le décide.

Mais cela ne signifie pas qu'en quelques jours ou quelques semaines cette classe ouvrière est devenue révolutionnaire.

La révolution a une dynamique explosive. Mais elle est aussi un processus. La révolution n'est pas uniquement nécessaire pour transformer les structures de la société. Elle est aussi nécessaire pour transformer, collectivement comme individuellement, la classe révolutionnaire, la majorité de celles et ceux qui composent cette société.

En mars 1935 l'écrivaine Simone Weil, embauchée à l'usine écrit dans un lettre : « J'oubliais de vous dire, à propos de mon usine, que depuis que j'y suis je n'ai pas entendu une seule fois parler de questions sociales, ni de syndicat, ni de parti. (...) On se plaint des normes, du manque de travail, de bien des choses ;

mais ce sont des plaintes, et voilà tout. Quant à l'idée de résister tant soit peu, elle ne vient à personne. »²

C'est pourtant son retour dans l'usine, occupée, qui produira ses pages célèbres en juin 1936 : « Joie de pénétrer dans l'usine avec l'autorisation souriante d'un ouvrier qui garde la porte. Joie de trouver tant de sourires, tant de paroles d'accueil fraternel. Comme on se sent entre camarades dans ces ateliers où, quand j'y travaillais, chacun se sentait tellement seul sur sa machine ! »

COMPRENDRE CE PROCESSUS, CASSE LE MYTHE DE « LA CLASSE OUVRIÈRE »

Pour comprendre ce processus il faut casser le mythe d'une classe homogène, d'une évolution graduelle menée par les « directions » que suivraient simplement « les masses ».

Aussi impressionnante soit-elle, l'explosion de juin 36 n'est

2 Simone Weil, La condition ouvrière, Flammarion, 2022.

encore qu'une étape. Parce que ce n'est encore qu'une fraction de la classe ouvrière qui se mobilise. Des millions de travailleur·ses, dans d'autres secteurs clefs ne sont pas en grève. Et celles et ceux qui sont en grève n'ont pas alors, dans leur grande majorité, d'objectif révolutionnaire. Dans le même texte cité, Simone Weil dit : « Bien sûr, cette vie si dure recommencera dans quelques jours. »

La classe ouvrière existe bien sûr objectivement. Comme classe soumise à l'exploitation et comme antagoniste au capital. Mais ce n'est pas sa seule détermination.

Elle existe aussi comme fraction du capital, atomisée, productrice de profits, chaque travailleur·se en concurrence avec les autres, chaque secteur en concurrence avec d'autres branches.

Et d'autres déterminations pèsent, division internationale, raciale et genrée du travail. Divisions qui se répercutent dans l'ensemble des rapports sociaux, dans les institutions, dans l'idéologie et qui font du capitalisme un système structurellement raciste et sexiste.

De plus le capitalisme est un système de production extrême-

ment dynamique qui, sous le fouet de la compétition entre capitaux, développe en permanence de nouveaux moyens de production, une nouvelle organisation du travail, où l'ancien coexiste en permanence avec le nouveau.

C'est ainsi que dans la France des années 1930 coexistent des secteurs traditionnels où domine le paternalisme et des secteurs nouveaux mettant en place le taylorisme, des petites entreprises presque artisanales et des usines de masse (notamment dans la métallurgie). Dernier élément, la France est alors encore un pays très rural où coexistent de nombreux petits paysan·nes et un fort prolétariat de travailleur·ses agricoles³.

Pour reprendre des termes utilisés par Marx, c'est dans le processus même de la révolution que la classe ouvrière peut briser ces divisions, se constituer de « classe en soi » à une « classe pour soi ». D'où son célèbre slogan : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Processus déterminant pour entraîner derrière elle les couches intermédiaires de la so-

3 Gérard Noiriel, Les ouvriers dans la société française. XIXe-XXe siècle, Seuil, 2022.

ciété, classes moyennes et petite bourgeoisie faute de quoi celles-ci peuvent choisir la voie du fascisme.

DE L'HÉTÉROGÉNÉITÉ RÉELLE À L'AUTONOMIE DE CLASSE, UN PROCESSUS POLITIQUE

Si on aborde la période du Front populaire en France sur cette base, alors il y a un sens d'évolution du processus de février 1934 jusqu'à novembre 1938 marqué par l'échec d'une nouvelle grève de masse qui signe un profond renversement de période.

Il y a un sens, sociologique et politique aux différentes fractions de classe qui se mobilisent, à la succession de leur intervention dans l'arène de la lutte, aux conséquences politiques que ça a.

Si une vaste majorité de la classe se mobilise durant cette séquence, la réalité n'est pas celle d'une grève générale mythique, uniforme, de la révolution des « bras croisés ». Ce ne sont pas les mêmes secteurs et

fractions qui se mobilisent à tous moments. Et cela a un impact sur les contenus politiques, les stratégies mises en œuvre, les opportunités. Des conséquences alors sur les interventions susceptibles de construire, à travers ces différentes phases, l'unité nécessaire, l'autonomie de classe.

LES TROIS PHASES DU PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE

C'est le 12 février 1934 qui ouvre le processus révolutionnaire.

Jusqu'à l'offensive est à droite, celle des classes dirigeantes qui ont infligé défaite sur défaite au mouvement ouvrier et celle, plus récente de l'extrême droite organisant de plus en plus massivement la petite bourgeoisie. On peut certes identifier, en 1932 et 1933, le retour de grèves (avec occupation pour certaines et dans des secteurs comme la métallurgie) mais celles-ci sont très isolées. Le retour de la conflictualité (et de la confiance) est toujours d'abord moléculaire.

Les premiers qui entrent sur le terrain de la lutte sont les sec-

teurs traditionnels de la classe ouvrière, les plus stables, ceux où les syndicats ont le plus résisté, là où les militant·es politiques sont les plus implanté·es. Où lutter semble un devoir plus que le résultat de l'enthousiasme. Cela a une influence sur les modes d'action et les contenus.

Le 12 février 1934 la riposte se fait clairement sur un terrain de classe. Ce dont témoigne la grève et le rôle central joué par les syndicats. Elle est clairement l'initiative, au sein des syndicats, de militant·es politiques, communistes, socialistes, syndicalistes révolutionnaires... Ce sont les secteurs où les syndicats sont les plus implantés qui sont moteur, secteurs traditionnels, cheminot·es, postier·es, fonctionnaires plutôt que métallos ou usines chimiques.

Le contenu politique est défensif. Il s'agit de défendre la démocratie et la République bien plus que de faire la révolution.

Mais cette riposte, son succès, la démonstration de ce que peut produire l'unité d'action, inaugure un nouveau climat, redonne confiance. Subir n'est plus la seule option.

Entre février 1934 et juin 1936 vont se développer quelques conflits significatifs (dont les

journées insurrectionnelles de Brest et Toulon en août 1935). Nous y reviendrons parce qu'elles cristallisent les contradictions qui existent déjà, au sein du mouvement, entre dynamique révolutionnaire et perspectives réformistes des organisations dominantes.

Mais ce qui domine le mouvement dans cette phase c'est la nécessité de l'unité des organisations, la défense de la République et – plus que la lutte – la perspective électorale.

L'EXPLOSION DE JUIN 1936

Entre mai 1936, date de la victoire électorale de la coalition du Front populaire et juillet 1936 le mouvement va être dominé par les secteurs les moins organisés syndicalement, les secteurs du capitalisme les plus avancés en termes de nouveaux modes de productions (métallurgie et chimie) entraînant le bâtiment, le commerce...

A contrario les secteurs les plus organisés, qui ont dominé la phase précédente, n'entrent quasiment pas dans la lutte (ni les cheminot·es, ni les postier·es, ni les enseignant·es, ni les tra-

vailleuses des arsenaux... ne font grève en juin). Cela ne signifie pas que des militantes politiques ne jouent pas un rôle. L'atelier de Renault qui démarre la grève le 28 mai est ainsi l'atelier où le parti communiste a une influence.

Mais l'élément spontané, la confiance gagnée, est l'élément dominant de cette phase qui va jusque fin juillet. Il donne son caractère à cette séquence avec les phénomènes de contagion rapide du mouvement⁴. C'est aussi ce qui fait que, alors que des victoires très rapides sont obtenues, le mouvement n'arrête pas de rebondir. Après une phase courte d'extension dans la métallurgie parisienne, une victoire très rapide dès la fin mai et le retour des grévistes au travail, le mouvement commence à s'étendre à d'autres secteurs puis en régions deux jours plus tard. Mais le 4 juin les travailleur·ses de Renault réoccupent entraînant les autres entreprises de la Métallurgie. Alors que les patrons cèdent sur tout et signent les accords de Matignon le 8 juin, c'est dans les jours qui suivent que

4 Antoine Prost, *Autour du Front populaire. Aspects du mouvement social au XXe siècle*, Seuil, 2006, et Jacques Danos et Marcel Gibelin, *Juin 36, Les Bons Caractères*, 2006.

la grève prend son essor le plus puissant.

Cette génération militante, sans passé politique ni syndical, rejoint en masse la CGT (qui va quintupler) mais aussi les organisations politiques, en premier lieu le parti communiste qui passe de quelques dizaines de milliers de membres à plus de 200 000.

Cela explique que dans cette phase le mouvement est peu contrôlable par les directions des organisations sans que cela se traduise par une opposition à leur orientation politique. L'auto-activité de classe ne semble pas, pour celles et ceux qui y participent, entrer en contradiction avec l'action du gouvernement.

DE SEPTEMBRE 1936 À NOVEMBRE 1938

C'est la phase où le conflit se durcit avec le patronat qui, après avoir laissé passer la première tempête organise la contre-offensive. C'est aussi la phase où la confrontation apparaît clairement avec le gouvernement et, par voie de conséquence, où les contradictions se développent au sein même du mouvement.



Ouvriers et ouvrières de l'automobile, Levallois, Juin 1936

Au retour des congés payés, en septembre 1936 la conflictualité redémarre à un niveau élevé et les conflits seront nombreux jusqu'à novembre 1938⁵. Certaines régions et secteurs qui ne s'étaient pas mis en grève entrent dans la lutte. Mais les conflits touchent aussi les secteurs déjà mobilisés en juin 1936. C'est, potentiellement, une plus grande partie de la classe ouvrière qui se mobilise.

Mais les conditions ont chan-

5 Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, Perrin, 2012 et Michael Seidman, *Ouvriers contre le travail*, Senonevero, 2010.

gé. Les conflits deviennent plus durs, les grèves souvent défensives, soit pour imposer le respect des acquis, soit pour les défendre.

Le deuxième aspect est que, dans cet affrontement, le gouvernement et aussi les directions des organisations, agissent beaucoup plus ouvertement voire violemment contre les luttes.

Enfin, le troisième caractère, lié au second, ces luttes se mènent de manière non coordonnée. Il n'y a pas de vague générale de grève, plutôt une guérilla permanente.

C'est un moment charnière où

se combinent radicalisation importante de certaines fractions du mouvement et démoralisation.

En novembre 1938 le gouvernement décide de mener l'offensive déterminante pour briser le mouvement de juin 1936 en revenant notamment sur les 40 heures. Pour différentes raisons sur lesquelles nous reviendrons, la grève générale appelée par les syndicats le 30 novembre est un échec et une répression massive s'abat avec des milliers de grévistes licencié·es dans le privé et une répression massive à La Poste, chez les cheminot·es et les instituteur·rices.

Dès le début du processus, au sein du mouvement, deux dynamiques opposées cohabitent, l'une, révolutionnaire, propre au mouvement lui-même, vers l'autonomie de classe et l'antagonisme à l'État, l'autre, réformiste, celle des organisations dominantes, vers l'unité nationale et la collaboration de classes.

Ces deux dynamiques n'apparaissent pas clairement aux yeux des protagonistes dans les premières phases, mais elles sont déjà là. Le développement, au sein du mouvement, de la conscience de cette contradiction est sans doute la condition la plus importante pour la révo-

lution.

Peut-elle se développer, sous quelle forme, quelle intervention les révolutionnaires doivent-ils/elles avoir pour cela ? Tels sont les enjeux de la deuxième partie.

Denis Godard, Paris 20e, Cahiers d'A2C #6, janvier 2023

Qui sommes-nous ?

LE PROCESSUS D'AUTO-DÉFINITION D'AUTONOMIE DE CLASSE – A2C EST TOUJOURS EN COURS. LA BASE CI-DESSOUS EST À ENRICHIR ET À DÉVELOPPER.

A2C regroupe des activistes qui refusent d'être des révolutionnaires sans révolution.

A l'heure de la radicalisation de la trajectoire antisociale, raciste et autoritaire du Capital et de ses laquais d'Etat, à l'heure où la polarisation politique s'accroît, où l'antagonisme s'aiguise entre notre classe et ce vieux monde qui n'en finit pas de pourrir, nous décidons de nous regrouper pour arrêter de nous sentir impuissant·es et risquer d'être désespéré·es.

Nous nous regroupons, car, pas plus qu'à la révolution, nous n'avons renoncé à la politique. Nous n'avons pas renoncé à faire de la politique dans le mouvement, à nourrir nos expériences de lutte de nos réflexions, à enrichir nos réflexions de nos pratiques dans la lutte des classes.

Nous nous regroupons car notre analyse de la période nous pousse à être ouverts aux possibilités qu'elle ouvre et intransigeants face aux dangers dont elle est remplie. C'est pourquoi nous

mettons au cœur de nos activités militantes la lutte contre le fascisme sur la base d'une analyse matérialiste du danger qu'il représente (voir le texte Le temps est compté. Il y a un danger fasciste.) et les luttes antiracistes et en particulier la lutte contre l'islamophobie, forme actuelle du racisme « respectable », face à laquelle nous ne céderons pas un pouce de terrain (voir le texte Notre antiracisme).

Nous nous regroupons autour d'une stratégie qui indique un but politique : l'autonomie de notre classe. Autonomie vis-à-vis de ce monde immonde dont la destruction est notre seul but ; Autonomie vis-à-vis de l'exploitation qui y domine, des oppressions qui s'y développent ; Autonomie de celles et ceux qui luttent, seul·es à même de décider des buts, des formes, des tactiques du mouvement. Autonomie de nos luttes, autonomie dans nos luttes.

L'autonomie n'est pas simplement, pour nous, le meilleur moyen d'obtenir des victoires, elle est aussi un but en soit. Une

construction chaque fois recommencée qui permet à celles et ceux qui s'engagent dans la lutte de reconnaître leur pouvoir de changer les choses sans César ni tribun, d'augmenter leur confiance en la possibilité de prendre nos affaires en main – seule solution pour conjurer la catastrophe dans laquelle nous plonge le Capital et son monde.

L'autonomie de nos luttes contre les oppressions que nous subissons n'est pas la meilleure tactique possible, mais la garantie de pouvoir s'émanciper pleinement, réellement. On s'émancipe par nos luttes autonomes et autogérées. L'autonomie de et dans nos luttes est la préfiguration du monde qui vient, le monde que nous construirons sur les ruines de celui-ci – un monde où il y aura la place pour tous nos mondes comme on dit au Chiapas.

Nous nous regroupons par-delà nos origines et expériences diverses, non pas pour ajouter de la division à la division, mais pour, collectivement, élaborer, proposer, tester dans le mouvement une orientation stratégique fondamentale, contre tous les opportunistes et tous les sectarismes : la construction, partout, tout le temps, by any means ne-

cessary, de ce qui renforce l'autonomie de notre classe.

Nous ne sommes pas une énième fraction de tel ou tel parti – bien qu'une partie d'entre nous a milité au NPA – mais bien une tendance à l'intérieur du mouvement général de contestation de l'ordre établi. Un « centre politique » qui a vocation à confronter ses élaborations et ses propositions, tant théoriques que pratiques, avec l'ensemble des composantes du mouvement. Pour nous en donner les moyens nous nous réunissons tous les deux mois pour des formations, des débats, et nous éditons ce site, des brochures thématiques et depuis janvier 2022 une revue – Les Cahiers d'A2C, après avoir publié et diffusé quinze numéros d'un bulletin « à vocation régulière » entre 2017 et 2020.

A2C est un processus, ouvert et évolutif, qui sera ce que les militantes et militants qui ont décidé de s'appropriier cet outil en feront.

Retrouvez nos articles et nos événements sur notre site :

autonomiedeclasser.org

N'hésitez pas à nous contacter si vous voulez polémiquer ou nous rencontrer :

a2c@riseup.net

Réseaux sociaux :

A2C/Autonomie de classe

Nous reproduisons ici 3 textes d'abord publiés dans les numéros 4, 5 et 6 des Cahiers d'A2C en plus d'une introduction.

Ils reviennent sur l'histoire du Front Populaire, alliance électorale qui se mis en place dans un contexte de forte mobilisation de notre classe contre le danger fasciste.

Élection ou mouvement par en-bas, comment vaincre les fascistes ? Cette brochure peut nous aider à nous orienter.